

Larry Johnson : la Russie prévient qu'elle s'attend à une guerre avec l'Europe

Larry Johnson est un ancien analyste du renseignement de la CIA qui a également travaillé au Bureau de la lutte contre le terrorisme du département d'État américain. Lisez Sonar21 de Larry Johnson : <https://sonar21.com/> Suivez le professeur Glenn Diesen : Substack : <https://glenndiesen.substack.com/> X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : <https://www.patreon.com/glenndiesen> Soutenez les recherches du professeur Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glenndiesen> Buy Me a Coffee : buymeacoffee.com/gdieseng GoFundMe : <https://gofund.me/09ea012f> Achetez des produits dérivés Diesen : <https://diesen-shop.fourthwall.com/en-nok> Livres du professeur Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

#Glenn

Bon retour parmi nous. Depuis Moscou, nous recevons Larry Johnson, ancien analyste de la CIA et ancien collaborateur du département d'État américain, spécialisé dans la lutte antiterroriste. On peut aussi ajouter qu'il est un auteur très prolifique sur Sonar vingt-et-un. Comme toujours, j'ai mis un lien dans la description, alors n'hésitez pas à aller voir. Bonjour, Larry. Comment allez-vous ?

#Larry Johnson

Je me sens un peu bizarre. Je n'ai apporté qu'une seule chemise à fleurs, alors, vous savez, maintenant je porte du noir. Peut-être en signe de deuil. Voyez-moi comme Johnny Cash.

#Glenn

Oui. J'avais l'impression qu'il manquait quelque chose, là.

#Larry Johnson

Oui. Eh bien, Moscou est incroyable. Je ne sais pas si vous connaissez le centre-ville de Moscou.

#Glenn

Oui, j'y ai vécu en deux mille dix-huit, dix-neuf et vingt. Oui, c'est formidable. Ce que je trouve intéressant, ce sont les perceptions qu'on a souvent en Occident. Parce que les gens continuent de se représenter Moscou ou Saint-Pétersbourg comme dans les années quatre-vingt-dix, avec le chaos total, tout qui s'effondre. Je ne crois pas que les gens réalisent à quel point c'est moderne, propre et sûr... Oui. Mais bien sûr, de nos jours, on ne peut rien dire de positif non plus.

#Larry Johnson

Oui, le centre commercial, ça fait partie de... vous savez, je ne sais pas comment ils appellent ça. Je suis sûr que ça a un nom officiel. Mais, vous savez, il y a six étages, six niveaux, avec différents magasins et restaurants. Deux étages entiers de restaurants. Alors voilà pourquoi j'y vais pour manger. Moscou est dangereuse de ce point de vue-là. Avec toute cette bonne nourriture, il faut faire attention à ne pas prendre du poids.

#Glenn

Eh bien, je voulais commencer par vous interroger sur la manière dont vous percevez ce qui semble être, aujourd'hui, de grands changements en Russie, à la fois dans ses objectifs de guerre et dans sa vision plus large de la conduite du conflit. Mais vous avez récemment dîné à Moscou avec le ministre des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov. Alors je me demandais : en l'entendant directement de sa bouche, quels enseignements tirez-vous de vos échanges avec lui sur la situation dans ce conflit ?

#Larry Johnson

Oui, c'était fascinant. Vous savez, nous avons reçu cette invitation à dîner : le juge Napolitano, John Mearsheimer, Alistair Crooke, la merveilleuse épouse d'Alistair, Ashley, et moi-même. C'était en quelque sorte, disons, la rencontre de l'équipe nord-américaine avec le ministère des Affaires étrangères. Lavrov, bien sûr, était notre hôte. Il était accompagné de Sergueï Riabkov, le vice-ministre des Affaires étrangères. J'avais déjà rencontré monsieur Riabkov en décembre deux mille vingt-trois. À l'époque, il regrettait, il disait : « Vous savez, sous l'administration Biden, nous n'avons personne à qui parler aux États-Unis. » Alors cette fois-ci, je lui ai demandé : « Alors, vous avez quelqu'un à qui parler maintenant ? »

Et il dit : « Eh bien, en quelque sorte. Oui, on a des gens avec qui on peut communiquer, mais les communications ne sont pas terribles. Et elles ne passent pas vraiment par les canaux diplomatiques habituels auxquels on s'attendrait, comme, vous savez, du ministre des Affaires étrangères au secrétaire d'État. » Vous savez, Lavrov nous a tous dit : « Enlevez vos cravates. C'est décontracté. » Il y a eu plusieurs toasts à la vodka. Mais encore une fois, c'est un hôte tellement courtois, parce qu'il a tenu à préciser : « Écoutez, je propose de la vodka, mais vous ne vous sentez pas obligés. Vous n'êtes pas obligés d'en boire, enfin voilà. » Et nous avons eu une discussion très franche. Et vous savez, vous avez reçu John Mearsheimer dans votre émission. John n'est pas du genre à hésiter à poser des questions directes.

C'est simplement... c'est un type formidable, un excellent compagnon de voyage. Lui et moi étions assis côte à côte dans le train entre Moscou et Saint-Pétersbourg. Mais Lavrov n'a éludé aucune question. Et, en fin de compte, la Russie est ouverte aux négociations. Mais ces négociations devront se dérouler dans le cadre défini par Vladimir Poutine, dans son discours au ministère russe des Affaires étrangères, en juin deux mille vingt-quatre. En substance, cela signifie que l'Occident doit

reconnaître que les quatre nouveaux oblasts — Donetsk, Louhansk, Zaporijjia et Kherson — ainsi que la Crimée, font définitivement partie de la Russie. Le gouvernement ukrainien doit organiser de nouvelles élections. Il doit être dénazifié. Il faut s'attaquer à la cause profonde de tout ce conflit : l'OTAN doit foutre le camp d'Ukraine. L'OTAN doit cesser de s'étendre vers l'est.

#Larry Johnson

C'est un point non négociable pour la Russie.

#Larry Johnson

Et la démilitarisation, la réduction de la taille de l'armée ukrainienne. Donc, la Russie n'est soumise à aucune pression pour changer cela. Et maintenant, outre le ministre des Affaires étrangères Lavrov, qui a réitéré ce message, Sergueï Riabkov a fait de même. Mais j'ai aussi parlé avec le général à la retraite Evgueni Boujinski, le colonel à la retraite Edouard Bassourine, puis avec le général en activité, Apti Alaoudinov. Et ils ont tous transmis le même message. J'ai été assez surpris, en fait, par Edouard Bassourine — pardon, j'ai écorché son nom — et surtout par le général Alaoudinov. Hier, Pepe et moi avons eu l'occasion de nous entretenir longuement avec lui.

Ils s'attendent pleinement à faire la guerre à l'Europe. Enfin, oui, je veux dire, la Russie ne va pas lancer d'attaque préventive contre l'Europe. Mais dans l'état d'esprit de la Russie, vous savez, il a dit : « Hé, nous allons être en guerre avec l'Europe. » Alors la Russie se prépare pleinement à cette éventualité. Ils prennent les paroles du chancelier Merz et du Premier ministre britannique au pied de la lettre. Ils disent que tout ce qu'ils affirment, et ce qu'ils proposent de faire avec leurs budgets militaires, est conçu pour nous attaquer. Donc nous n'allons pas rester là à attendre d'être attaqués.

#Glenn

Mais nous nous attendons pleinement à être en guerre.

#Larry Johnson

Alors là, je me suis dit : waouh. C'est le message que l'Europe doit entendre. Elle doit changer de cap. Elle doit mettre fin à sa rhétorique belliqueuse. Elle doit rouvrir les canaux diplomatiques. La Russie est tout à fait disposée à discuter sur le plan diplomatique, mais elle ne se laissera pas menacer. Et elle ne va pas rester les bras croisés pendant que l'Europe décide d'essayer de construire des missiles qu'elle utilisera, ou qu'elle donnera même à l'Ukraine, pour attaquer la Russie. Là, ils ont franchi une ligne rouge. Je l'ai répété, j'ai reposé la question, comme au général Boujinski, sur cette critique de l'Occident : pourquoi la Russie avance-t-elle si lentement ?

Vous savez, ils ont vaincu l'Allemagne nazie en trois ans et demi. Et là, cela fait quatre ans et demi, bientôt cinq ans. Alors, quel est le problème ? Et Boujinski a dit, écoutez, il l'a dit dès le départ. La

Russie, au début, n'est pas entrée avec suffisamment de troupes, parce qu'elle pensait disposer d'assez de force militaire pour exercer une pression diplomatique. Et cela a fonctionné, jusqu'à ce que Boris Johnson, Joe Biden et Lloyd Austin sabotent et détruisent les négociations. Et là encore, c'était un autre point que Lavrov et Riabkov ont tous deux répété. Un accord existait. Il avait été mis sur la table par l'Ukraine en avril deux mille vingt-deux. La Russie était prête à le signer.

Cela aurait laissé le Donbass sous le contrôle de l'Ukraine. Cela aurait simplement prévu des protections pour les russophones et les prêtres orthodoxes. Au lieu de ça, les États-Unis et la Grande-Bretagne ont fait pression sur l'Ukraine pour qu'elle s'en retire, et boum, tout a été détruit. Donc, ils sont disposés à avoir ces discussions. Mais, vous savez, pour l'instant, ils ne considèrent pas ça comme une option viable. Trump s'est fait énormément de tort à Anchorage. Il y a conclu des accords et pris des engagements qu'il n'a pas respectés. Et par conséquent, comme Lavrov l'a dit à plusieurs reprises en public — enfin, ce n'est pas une révélation nouvelle — Trump est incapable de conclure des accords.

#Glenn

J'allais dire que cela semble tout à fait juste. Mais encore une fois, cette Russie qui s'attend à une guerre avec l'Europe et qui ne veut pas non plus attendre d'être attaquée, tout cela laisse penser qu'elle se prépare à passer à l'offensive. Encore une fois, je ne dis pas qu'elle lancerait une attaque surprise. Mais je voulais vous demander comment, selon vous, une telle guerre pourrait commencer. Car, il y a seulement quelques jours, nous avons vu dans les médias ce reportage selon lequel un navire de guerre russe aurait tiré une fusée éclairante en direction d'un hélicoptère militaire danois. Et là encore, l'indignation du Danemark était... Eh bien, je l'ai trouvée étrange, parce que c'est l'un des pays qui plaident pour une escalade contre la Russie.

Elle participe aussi à cette nouvelle campagne visant à intercepter des navires russes, à les harceler, à tenter d'instaurer, en substance, un semi-blocus. Enfin, appelons ça de la piraterie. C'est ce à quoi cela commence à ressembler. Cela met fin au système de liberté de navigation. Et l'idée, en quelque sorte, c'est que la Russie devrait simplement rester assise et l'accepter. Parce que, vous savez, dans nos journaux, on a expliqué pourquoi tout cela est parfaitement légitime et légal, et pourquoi la Russie n'aurait rien à redire. Et, vous savez, les Russes rentreraient dans le rang parce que c'est ce qu'on a dit. Mais comment voyez-vous cette possible escalade ? Parce que s'ils envisagent une possible guerre avec l'Europe, ils ne veulent pas attendre, mais ils ne veulent pas non plus déclencher quoi que ce soit. Quelles pourraient être les trajectoires possibles, ici ? Oui.

#Larry Johnson

Eh bien, cela renvoie à un point que notre ami commun, Sergueï Karaganov, a soulevé. Et je pense qu'il est mal compris en Occident. Je pense que l'Occident comprend ses propos comme un appel à une frappe nucléaire de la Russie. Or, ce n'est absolument pas ce qu'il dit. Son idée, c'est qu'il fut un temps où l'Occident craignait la Russie, et la possibilité d'une frappe nucléaire de l'Union soviétique,

si l'Occident entreprenait certaines actions. L'Occident évitait donc ces actions. Aujourd'hui, ce que nous voyons, c'est que l'Europe franchit ligne rouge après ligne rouge. Le déploiement des systèmes dits de défense aérienne Aegis, installés en Pologne et en Roumanie il y a maintenant quatre ans, permet d'emporter des armes ou des missiles dotés d'ogives nucléaires.

Les déclarations ouvertes de Merz sur la constitution d'un arsenal de missiles qui servirait à frapper loin à l'intérieur du territoire russe. Encore une fois, je suppose que l'Europe a pris la patience de la Russie pour de la faiblesse russe, et qu'elle pense pouvoir se permettre ce genre de menaces. On a vu récemment le ministre des Affaires étrangères Sikorski — ou peut-être l'ancien ministre des Affaires étrangères, je n'arrive plus à suivre s'il est encore en poste ou non — dire qu'ils allaient détruire les raffineries de pétrole russes bien plus vite et à bien plus grande échelle que ne l'a fait l'Ukraine. Les Russes entendent ce genre de choses. Et je suppose que cela se déroulerait ainsi : les Européens prendraient une mesure qui, pour les Russes, serait la goutte d'eau qui fait déborder le vase.

Vous savez, ils vont lancer un missile. Ils pourraient attaquer une raffinerie. Ils pourraient attaquer les navires. Et à ce moment-là, la Russie ripostera, et elle ripostera avec force. Puis, tout à coup, l'Europe va reculer d'horreur et faire comme si elle était la victime dans cette histoire. Je ne saurais trop insister sur le général Apti Alaudinov. C'est simplement un fait : oui, nous allons être en guerre avec l'Europe. Il ne proférait pas une menace. Et tous ceux qui connaissent Apti savent qu'il n'est pas du tout du genre à faire des déclarations tonitruantes. Il s'en tient aux faits. C'est aussi un dirigeant extraordinaire. C'est le genre de militaire pour lequel j'ai beaucoup de respect : ceux qui ne s'attribuent pas le mérite de ce que font les autres.

Nous discutons du rôle des forces Akhmat à Marioupol, en mai deux mille vingt-deux. Et le général Alaudinov est intervenu. Il a dit : « Je tiens à être clair. Je n'en faisais pas partie. J'étais là-haut, à Louhansk. Donc je ne veux pas m'attribuer le mérite de ce que faisaient les autres, de tout le bon travail qu'ils ont accompli. » Vous savez, j'ai connu suffisamment de généraux américains, comme David Petraeus, qui se sont attribué le mérite de choses que d'autres avaient faites. « Ah oui, c'est moi qui ai fait ça. » Donc, encore une fois, le contraste est appréciable. Mais j'insiste : quand le général Alaudinov dit : « Oui, vous savez, nous allons être en guerre avec l'Europe », ce n'est pas une simple spéculation. Je pense que c'est son évaluation honnête de la direction que prennent les choses.

#Glenn

C'est intéressant de voir à quel point tout cela est compliqué et contradictoire. En Occident, cette... disons, cette propagande, ou ce contrôle du récit, ces mensonges, appelez ça comme vous voulez, se contredisent désormais dans une très large mesure. Encore une fois, le thème central du récit, c'est que l'Occident ne fait pas partie de la guerre. Que nous ne participons pas à une guerre contre la Russie. Que c'est simplement une guerre entre l'Ukraine et la Russie, et que nous aidons seulement l'Ukraine. Mais, en même temps, nous devons nous préparer à la guerre. Et, vous savez, nous

devrions aussi nous attendre à une guerre avec la Russie. Donc, j'imagine que, comme on le voit maintenant, cela penche de plus en plus vers la reconnaissance de la seconde version : oui, nous sommes en guerre contre la Russie. Je dirais que nous menons une guerre par procuration contre la Russie, au moins depuis deux mille quatorze. C'était l'objectif de la prise de contrôle de l'Ukraine.

Mais il reste, encore une fois, comme le suggèrent les Russes, une ouverture en faveur d'un règlement politique. Mais ils ne veulent pas accepter, ni permettre, que ces frappes contre la Russie servent à leur arracher des concessions. Donc, si l'on parle d'un règlement politique, quel est aujourd'hui, selon vous, le consensus sur les causes profondes ? Parce que la situation est devenue assez compliquée. Ce n'est pas seulement une question internationale. Il y a aussi ce qui s'est passé en Ukraine. Car, depuis les revendications formulées en deux mille quatorze, ou même en deux mille vingt-deux, l'Ukraine elle-même a profondément changé. Et on entend la rhétorique russe à l'égard de l'Ukraine évoluer constamment. Aujourd'hui, ils disent, en substance, que l'Ukraine a perdu, sinon sa légitimité, du moins son droit de gouverner des terres historiquement russes et des populations d'origine russe. Or, ce n'était pas le langage employé en deux mille vingt-deux. Alors, comment voyez-vous aujourd'hui la définition de ces causes profondes ?

#Larry Johnson

Eh bien, la cause profonde reste, fondamentalement, l'expansion de l'OTAN et l'ingérence de l'Occident dans les affaires politiques intérieures de l'Ukraine. D'une certaine manière, on ne peut pas remettre le génie dans sa bouteille. Mais il va falloir réparer, ou traiter, cette ingérence. Cela veut donc dire organiser de nouvelles élections, sans que ces ONG étrangères ne viennent, vous savez, acheminer de l'argent de la CIA et du MI6 vers différentes organisations. Vous savez, ce qui s'est passé en deux mille quatorze était une opération de renseignement organisée. On peut soutenir qu'elle a réussi à séparer l'Ukraine de la Russie et à poser les bases. Eh bien, immédiatement, ils ont commencé à s'en prendre aux russophones dans la moitié est de l'Ukraine.

Quand on revient en arrière et qu'on regarde comment tous ces événements se sont déroulés, depuis Maïdan, en février deux mille quatorze, jusqu'à la bataille de Debaltseve, environ un an plus tard, on voit que des membres de l'armée ukrainienne ont fait défection pour rejoindre les milices du Donbass. Et ils ont tenu tête à l'armée ukrainienne. Pourtant, les vingt années précédentes avaient été marquées par un projet de l'OTAN visant à former et à équiper les forces ukrainiennes en vue de leur confrontation finale avec la Russie. C'était le plan depuis le début. Et c'est là que la Russie revient sur ce qu'elle appelle les causes profondes. Cette ingérence occidentale extérieure doit cesser.

Je trouve remarquable de voir comment Poutine a maintenu un dialogue avec Washington tout au long de la décennie, les dix premières années des années deux mille, puis sous la présidence de Barack Obama, alors même que, de mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf à deux mille dix, la CIA était activement impliquée dans l'acheminement de fonds vers les Tchétchènes, vers ces fondamentalistes islamiques qui menaient cette guerre en Tchétchénie. Et, vous savez, la Russie n'en a jamais fait une ligne rouge. Elle a mené cette guerre et elle l'a remportée, mais elle n'en a

jamais tiré, en quelque sorte naturellement, la conclusion suivante : « Nous ne pouvons pas avoir de relations avec les États-Unis tant qu'ils nous attaquent, tant qu'ils permettent qu'on nous attaque de cette manière. » Donc, cette cause profonde : se débarrasser de l'OTAN, démanteler, si vous voulez, la machine militaire européenne, qui est aujourd'hui dirigée directement contre la Russie.

#Glenn

C'est assez regrettable, au fond, ce qui est arrivé à l'Union européenne. Parce que je pensais que l'adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne pourrait être une sorte de prix de consolation. Quelque chose qui permettrait peut-être d'injecter de l'argent dans le développement économique, ou quelque chose comme ça. Simplement pour qu'ils ne ressortent pas de tout ça les mains vides. Une version non militaire de l'OTAN après cette guerre. Mais cela semble devenir de plus en plus problématique, à mesure que l'Union européenne devient, eh bien, essentiellement un projet de guerre. C'est donc vraiment regrettable. Je ne sais pas si cela vaut la peine de poser la question, mais j'ai vu Trump faire ce commentaire, là, où il accuse Zelensky ou l'Ukraine d'être responsables des prix élevés du diesel. Si je ne sais pas trop si je devrais poser la question, c'est parce que je ne sais pas quelle importance il faut y accorder, étant donné que je ne sais pas non plus quelle réflexion Trump y a mise. Encore une fois, est-ce que cela révèle quelque chose de plus important sur les tensions entre les États-Unis et l'Ukraine ? Ou est-ce simplement Trump qui cherche quelqu'un d'autre à blâmer pour ce désastre ?

#Larry Johnson

C'est la deuxième option. Écoutez, j'écris là-dessus depuis juillet, ou depuis la mi-juin, grâce à un analyste de l'énergie remarquable. Il travaille vraiment sur ce secteur d'une manière que les gens qui négocient le pétrole ne comprennent pas. Cet homme s'appelle Carl Miller. Je lui dois donc de m'avoir formé sur ce sujet. La pénurie de diesel était intégrée au système dès le vingt-huit février, lorsque les États-Unis et Israël ont attaqué l'Iran. Le détroit d'Ormuz a été fermé. Le pétrole qui sortait habituellement du golfe Persique a cessé de circuler. Il était encore dans des pétroliers, cela dit. Certains avaient été remplis avant le vingt-huit février.

Ils se trouvaient dans le détroit d'Ormuz. Ils en sont sortis, et ces pétroliers ont mis entre trente et quarante-cinq jours pour atteindre leur destination finale et décharger leur cargaison. Donc, pendant cette période, en gros de mars à la mi-avril, il n'y a pas eu de véritable pénurie, parce que le flux continuait d'arriver à bord des pétroliers. Après le quinze avril, les pays, et les États-Unis en particulier, ont commencé à puiser dans leurs réserves. Nous avons vu le secrétaire à l'Énergie, Chris Wright, annoncer qu'ils allaient commencer à utiliser la Réserve stratégique de pétrole. Des pays du monde entier ont également commencé à puiser dans leurs réserves. C'était donc une autre manière d'atténuer le problème : la pénurie de pétrole brut acide.

L'élément clé, ici, c'est ce qu'on appelle le pétrole à forte teneur en soufre, le brut acide. Il est destiné aux raffineries spécialement conçues pour traiter ce type de pétrole. On parle de distillats

moyens. C'est à partir de là qu'on produit le diesel et le carburant d'aviation. Les États-Unis produisent beaucoup de brut léger à faible teneur en soufre, comme le West Texas Intermediate. Mais seules trente pour cent des raffineries américaines sont conçues pour traiter ce brut léger. Soixante-dix pour cent sont conçues pour traiter le brut acide. C'est pourquoi les États-Unis sont importateurs nets de ce brut acide. Jusqu'à l'arrêt du vingt-huit février, les États-Unis importaient entre huit et dix pour cent de leur pétrole brut depuis le golfe Persique. Après le prélèvement sur la Réserve stratégique de pétrole, disons vers la deuxième semaine d'août, la pénurie sera là.

Maintenant, la pénurie est mondiale. Elle ne touche pas qu'un seul pays. Et les Saoudiens pouvaient encore, vous savez, maintenir un peu la production. Environ quatre millions de barils par jour continuaient de sortir par Yanbu, sur la côte de la mer Rouge. Mais ça, c'est terminé. Les Houthis ont dit que quelqu'un avait mis hors service le pipeline Est-Ouest. On s'attend à ce qu'il ne redémarre pas avant au moins quelques mois. Je sais que certains analystes disent qu'il ne reviendra jamais en service. Cela aggrave encore la pénurie. Vous avez donc maintenant une pénurie de gazole. Vous avez aussi une pénurie de carburant aérien, parce que c'est ce qui est produit à partir de ce pétrole brut riche en soufre.

Et aucune solution ne se profile à l'horizon immédiat pour changer cela. C'est ce que les gens ne parviennent pas à saisir ni à comprendre. La Russie aussi... Ce ne sont pas les attaques ukrainiennes contre les raffineries russes qui ont provoqué cela, pas du tout. Mais la Russie, même elle, a des capacités limitées. Elle n'est pas en mesure de compenser ce qui a été coupé en provenance du golfe Persique. Cela représentait vingt pour cent de l'offre mondiale de pétrole brut à haute teneur en soufre. Et cela ne reviendra pas de sitôt. Nous sommes donc maintenant confrontés à un déficit structurel. Et cela se répercute désormais sur le plan politique américain. Vous savez, Trump est là. Il lui reste six semaines avant les élections de mi-mandat.

Les Républicains vont se faire écraser. Je viens de recevoir un autre message d'un de mes lecteurs qui suit ça de près. J'en ai plusieurs partout aux États-Unis, et ils ne cessent de signaler : « Hé, le diesel a augmenté de vingt-cinq cents depuis hier. Le prix de l'essence a augmenté de trente cents depuis lundi. » Alors, les consommateurs, ils se moquent complètement de savoir si c'est dû à l'Ukraine qui attaque des raffineries russes ou aux États-Unis qui attaquent l'Iran. Tout ce qu'ils savent, c'est qu'ils paient beaucoup plus cher. Dans bien des cas, le double. Et parfois, près de quatre-vingts pour cent de plus qu'il y a six mois, pour le diesel ou l'essence. Et ça va tuer les Républicains au moment des élections, le premier mardi de novembre.

#Glenn

Je suis heureux que vous ayez évoqué les avancées des Houthis, parce que, comme on le voit, ils se sont étendus et ont pris beaucoup de territoire. Cela change aussi, bien sûr, la dynamique à l'intérieur du Yémen, parce que les Houthis contrôlent déjà les zones où vit la majorité de la population. Ils contrôlent la capitale. Et maintenant, ils prennent des territoires assez stratégiques le long de la mer Rouge. Quelle est l'importance de tout cela ? Car cela modifie la dynamique au

Yémen. Mais en quoi cela représente-t-il aussi, selon vous, un défi ou un problème pour l'Arabie saoudite ? Et comment cela change-t-il, plus largement, la dynamique entre l'Iran et les États-Unis ?

#Larry Johnson

Oui, donc cette avancée remonte à tout juste une semaine, jeudi dernier. En fait, j'étais à Saint-Petersbourg avec John Mearsheimer, Alistair Crooke et Aisling. Nous avons participé à un séminaire universitaire organisé par Valery Fadeev, conseiller principal du président Poutine. Il y avait des universitaires de l'université de Saint-Petersbourg, ainsi que de la Haute École d'économie. Et, vous savez, je pense qu'il y avait des gens que vous connaissez, comme Dmitry Suslov. Il était là, tout comme Igor Shtolman. Il y avait aussi l'un des experts russes du Moyen-Orient, spécialiste des Houthis. Je surveillais Telegram et j'ai vu qu'ils annonçaient que les Houthis avaient pris Dhubab. C'était vers midi. Alors je suis allé voir cet universitaire russe et je lui ai dit : « Hé, vous avez entendu ? Les Houthis ont pris Dhubab. » Il m'a répondu : « Non, ce n'est pas possible. » Et je lui ai dit : « Allez vérifier. » Il a regardé, et voilà exactement ce qu'il a dit : « Putain de merde. »

#Glenn

Il a été un peu surpris.

#Larry Johnson

Ce que j'ai appris depuis, et je le répète, c'est que ce type, Carl Miller, qui a été une excellente source, l'avait prédit dès juillet. Il me disait : « Gardez un œil sur le Yémen. Les Houthis vont faire quelque chose de tout à fait inattendu. Ça va changer la situation dans le golfe Persique. » Il n'est pas entré dans les détails, en disant qu'ils allaient prendre tel territoire ou autre. Mais il l'avait vu venir. Et cela était, je suppose, en préparation depuis un certain temps : les Saoudiens ont créé le prétexte qui a donné aux Houthis la possibilité de lancer cette opération.

Et donc, Ansar Allah a pris, vous savez, quelque quatre mille kilomètres carrés de territoire. Ils contrôlent désormais totalement Bab el-Mandeb, sur les rives comme sur les îles au large. Leurs forces militaires progressent régulièrement vers l'est, en direction d'Aden. Vous savez, ils menacent Marib. Ils l'ont peut-être déjà prise. Et j'ai vu que les Israéliens relayaient l'affirmation selon laquelle tout cela était le résultat de l'implication du Corps des gardiens de la révolution iranienne. Mais ils ne reconnaissent jamais aux Houthis le mérite d'avoir combattu les Saoudiens pendant des siècles. Et le dernier accrochage remonte, je crois, à mille neuf cent trente-quatre, mille neuf cent trente-cinq. À la suite de cela, les Britanniques ont cédé les trois provinces du Yémen aux Saoudiens.

Et les Yéménites, ou Ansar Allah, sont déterminés à récupérer cela. Donc, vous savez, tout ça existait avant l'arrivée de la République islamique d'Iran. Les Houthis n'ont jamais dépendu d'une puissance extérieure pour poursuivre leur propre programme politique. Alors, pour les Saoudiens, je suppose que ça a été un réveil brutal. Parce qu'ils pensaient sans doute que, lorsqu'ils ont signé ce

pacte de défense de La Mecque avec la Turquie et le Pakistan, ils avaient la garantie que la Turquie et le Pakistan viendraient les aider militairement. Et vous savez, j'ai décrit les Turcs et les Pakistanais comme une compagnie américaine d'assurance maladie. Parce que lorsqu'ils disent à l'Arabie saoudite : « Oh... vous avez oublié de lire les petites lignes. »

Nous, on ne s'occupe pas des situations déjà existantes. Et cette guerre au Yémen est une situation déjà existante, donc nous n'allons pas nous y mêler. Selon certaines informations, les États-Unis ont refusé la demande des Saoudiens. Et il y a un autre rapport — contesté par certains responsables d'Ansar Allah — qui affirme que les États-Unis ont conclu un accord avec Ansar Allah : « Vous n'attaquez aucun navire, et nous ne vous attaquons pas. » Je l'ai souligné dans plusieurs podcasts : qu'est-ce que les États-Unis vont faire ? Je veux dire, les États-Unis sont déjà intervenus. Ils ont essayé d'utiliser les bombardements pour détruire les Houthis, les affaiblir, les arrêter. Et ça a échoué. C'est pour ça que Donald Trump a déclaré victoire en mai deux mille vingt-cinq et a dit : « Oh, les Houthis ont capitulé. Nous partons. »

Donc, vous savez, je pense que ce à quoi nous sommes confrontés aujourd'hui pourrait réellement changer la configuration du golfe Persique. Cela pourrait même menacer la pérennité du pouvoir des Saoudiens. Je pense que c'est potentiellement aussi grave que cela. Parce que les Saoudiens manquent désormais de liquidités. Ils doivent maintenant commencer à vendre des bons du Trésor, ce à quoi, vous savez, Scott Bessent s'oppose fermement. Mais les Saoudiens n'ont plus de flux de trésorerie entrant. Ils ont perdu les revenus du pétrole qui partait vers Yanbu, et ils n'expédient pratiquement plus rien par le golfe Persique, malgré les affirmations fallacieuses de l'administration Trump.

#Glenn

Alors, quel pourrait être le point de rupture pour les Saoudiens ? Parce que, comme vous l'avez dit, ils sont dans une situation très difficile en ce moment. D'un côté, ils font face à des problèmes de sécurité. On le voit : beaucoup de leurs installations énergétiques sont détruites. Ils ne sont pas vraiment capables de défendre leur territoire. Leurs corridors de transport sont coupés aux deux extrémités, en mer Rouge comme dans le golfe Persique. On voit aussi des problèmes politiques. C'est-à-dire que Trump, comme vous l'avez dit en reprenant votre analogie sur la police d'assurance, dit en substance : « Ce n'est pas notre problème. » Bon, cela concernait les Turcs et les Pakistanais. Mais Trump aurait aussi clairement fait comprendre que les États-Unis n'allaient pas les aider au Yémen. Selon vous, que pourrait faire l'Arabie saoudite sur le plan militaire ou économique ? Ou bien est-elle tout simplement trop interconnectée pour pouvoir réellement faire bouger les choses ?

#Larry Johnson

Eh bien, ce que les Saoudiens doivent faire, c'est conclure un accord avec Ansar Allah, lever le blocus, reconnaître leur erreur et trouver un moyen de désengager l'Arabie saoudite. Parce que les Saoudiens n'ont pas la puissance militaire nécessaire pour vaincre Ansar Allah. Ansar Allah peut

potentiellement mobiliser une armée de huit cent mille combattants. À l'heure actuelle, entre les militaires en service actif et les réservistes, ils peuvent en mobiliser au moins trois cent cinquante mille. L'ensemble des forces saoudiennes, c'est environ cent cinquante mille hommes. Donc, militairement, les Saoudiens ne font pas le poids. Et puis, hier, nous avons vu qu'Ansar Allah a abattu un F quinze. Nous ne connaissons toujours pas le sort des deux pilotes. Sont-ils morts ? Ont-ils été capturés ? L'un d'eux s'est-il échappé ? L'un a-t-il été capturé ? Vous savez, nous n'en savons rien. Mais il y avait bien deux pilotes à bord de ce F quinze Eagle.

Ils ont été abattus, et c'était un missile à guidage thermique. Donc, de toute évidence, les Houthis, qui ont déjà démontré par le passé qu'ils savaient abattre des drones MQ-neuf Reaper, ont détruit une cible encore plus difficile. Cela oblige donc les planificateurs militaires saoudiens et américains à revoir leur approche. Ils ne peuvent pas simplement survoler le Yémen à leur guise, en risquant de voir leurs pilotes se faire tuer. Les Houthis contrôlent donc vraiment la situation en ce moment, et les Saoudiens n'ont pas de bonnes options. Nous n'avons pas encore de compte rendu de la réunion qui a eu lieu en Allemagne, je crois que c'était lundi. Peut-être ce week-end. Mais ils ont réuni les Arabes du Golfe, ainsi qu'Israël et les États-Unis, apparemment pour essayer de décider quoi faire face aux Houthis.

Et il n'est pas évident qu'ils soient parvenus au moindre consensus. Oui, il faut se demander pourquoi diable ils se réunissent en Allemagne. Je veux dire, en Allemagne... Stuttgart est le siège du Commandement européen, l'EUCOM, et du Commandement pour l'Afrique, l'AFRICOM. Le CENTCOM, qui commande tout ce qui concerne l'Asie occidentale, est basé à la base aérienne MacDill, à Tampa, en Floride. J' imagine qu'ils ne voulaient pas tous les faire venir jusqu'à Tampa. Donc l'Allemagne était sans doute l'option la plus proche. Ce qui est également curieux, c'est que la Turquie n'a pas accepté d'accueillir la réunion. Elle aurait pu l'accueillir, mais elle a choisi de ne pas le faire.

#Glenn

Je peux, d'une certaine manière, comprendre la panique dans les capitales occidentales. Parce que cette guerre s'est désormais étendue bien au-delà de l'Iran. Comme vous l'avez souligné, la guerre entre le Yémen et l'Arabie saoudite a sa propre dynamique, largement indépendante de l'Iran. Mais il ne s'agit pas seulement du risque de ne pas terminer cette guerre dans des conditions favorables. Il semble aussi qu'il n'y ait aucune bonne option qui permette aux États-Unis de rester réellement en Asie occidentale. Oui. Il ne semble y avoir aucune issue dans laquelle quoi que ce soit qui ressemble à l'ancien statu quo puisse être maintenu. En effet, si les États-Unis sont chassés du Moyen-Orient, cela affecte leur économie politique. Cela affecte la manière dont le monde entier est structuré.

On verrait alors le Moyen-Orient devenir, pour l'essentiel, partie intégrante de ce vaste espace eurasiatique. Je peux donc comprendre la panique. D'un autre côté, s'il n'y a rien que vous puissiez faire, je me demandais simplement : que peut faire l'Occident à ce stade ? Je veux dire, comment voyez-vous les différentes options ? Parce que je ne cherche pas à minimiser le défi auquel ils sont

confrontés. Mais il me semble que, s'ils prenaient un peu de recul et examinaient les différentes options dans une perspective plus large, un changement radical ne serait pas forcément entièrement négatif. Évidemment, il y aurait beaucoup de problèmes. Eh bien, les États-Unis ont avant tout déclenché cette guerre avec l'Iran. Maintenant, elle est hors de contrôle. Quelles sont les différentes options, désormais, pour les Américains et les Européens, d'ailleurs ? Eh bien, il n'y a pas de bonne option pour rester.

#Larry Johnson

Vous savez, on a reçu des messages contradictoires. D'abord, Donald Trump dit : « Oh là là, on a largement assez d'armes, et on est en très bonne position. Vous savez, ils ont à peine touché nos bases. » Puis, Hung Cao, le nouveau secrétaire à la Marine désigné, est venu reconnaître : « Bon sang, les Iraniens nous ont complètement écrasés à Bahreïn. On ne sait même pas si on peut y retourner et réoccuper les lieux. Il va falloir beaucoup d'argent pour reconstruire, pour tenter de rétablir la présence américaine à Bahreïn et au Qatar, sur la base aérienne d'Al-Udeid. » Ensuite, l'inspecteur général du département de la Guerre — ou département de la Défense — a publié son rapport sur les armes américaines de pointe. J'écrivais déjà là-dessus, bon Dieu, en avril. Et maintenant, ils le confirment : oui, les États-Unis commencent à manquer de missiles PAC trois, de systèmes THAAD, de missiles Tomahawk et de missiles JASSM.

Il existe toute une catégorie d'armes que les États-Unis ne peuvent plus produire facilement, parce que la Chine contrôle certains maillons de la chaîne d'approvisionnement. Et il y a aussi les limites des usines elles-mêmes, de ce qu'elles sont capables de produire. Les États-Unis n'ont donc pas d'option militaire simple et peu coûteuse pour rétablir leur présence dans le Golfe et être en mesure de protéger ces pays. En quelque sorte, le pacte faustien que Bahreïn, le Koweït, l'Arabie saoudite, le Qatar, et même les Émirats arabes unis, ont conclu avec l'Occident, c'était : d'accord, vous nous fournissez une défense aérienne, et vous empêchez ces fichus Iraniens de nous tomber dessus.

Eh bien, voilà ce qui s'est passé, et nous venons tout juste de l'apprendre. Je recommande à tout le monde, s'ils ne l'ont pas encore regardée, la chaîne YouTube « Inside China Business », avec Kevin Walmsley. Kevin est américain, il a vécu en Chine, mais il a publié hier un rapport détaillant ce que l'Iran a fait pour détruire cette infrastructure d'Amazon. Toute une infrastructure était en cours de construction pour soutenir les opérations d'intelligence artificielle au Moyen-Orient. C'était un investissement d'environ trente milliards de dollars, que l'Iran a détruit. Et ils l'ont détruit avec environ un million de dollars d'armes. À présent, s'ils veulent continuer à essayer de construire ce système, ils vont devoir investir entre quatre-vingt-dix et cent vingt milliards de dollars.

#Larry Johnson

C'est une somme vraiment importante. Et auparavant, vous savez, les États-Unis utilisaient, disons...

#Larry Johnson

Une forme de diplomatie visant à isoler les Chinois et à les empêcher de prendre pied dans la région. Et aujourd'hui, ça se retourne contre les États-Unis. Beaucoup de ces pays reconsidèrent leur position. Vous savez, ils voient la Chine comme une option économique plus viable. Les États-Unis n'ont donc pas vraiment de bonnes options militaires. Leur présence diplomatique a été affaiblie. Leur crédibilité diplomatique a été entamée. Et ce n'est plus cette puissance économique à laquelle tout le monde doit faire allégeance. Il est vrai que les États-Unis contrôlent une grande partie de l'argent que les Saoudiens, les Qataris, les Koweïtiens et les Bahreïnais ont placé dans le système financier américain.

Et, vous savez, dans des circonstances extrêmes, les États-Unis pourraient saisir tout cela. Mais, en dehors de ce cas de figure, ces pays sont désormais confrontés à une situation économique qui va les obliger à commencer à se défaire de leurs obligations du Trésor américain. Cela va créer toute une nouvelle série de problèmes financiers dont Scott Bessent devra se préoccuper. Il doit déjà faire face à la hausse vertigineuse des rendements obligataires, sur les obligations à cinq, dix, vingt et trente ans. Cela accroît encore davantage la pression financière sur les États-Unis. Et à cela s'ajoute la pénurie de diesel dont nous parlions au début.

#Glenn

Il semble que les réformes, souvent défendues par des gens comme Tucker Carlson, consistent essentiellement à repenser le rôle de l'Amérique dans le monde. Autrement dit, à abandonner plus de trois décennies — ou trois décennies et demie — passées à être une puissance hégémonique mondiale. Il s'agit de passer de ce rôle, n'est-ce pas, à quelque chose de différent : prendre un peu de recul, restaurer, réformer et faire revivre la république, tout en réduisant l'empire. Ce type d'idée finira, semble-t-il, par s'imposer et l'emporter ici. Je veux dire, ceux qui y ont résisté continuent de s'entêter. Mais, comme vous l'avez dit, il ne reste plus beaucoup d'options. Et plus ces alternatives échouent, plus je pense qu'ils sont contraints de se tourner vers cette option.

Et encore une fois, je ne pense pas que cela dépende nécessairement encore des États-Unis. Comme vous l'avez dit, lorsque tous les États du Golfe comprendront qu'ils doivent faire une simple analyse coûts-avantages du maintien du statu quo, je pense qu'ils pourraient en conclure qu'il est temps de s'adapter aux nouvelles réalités. Et alors, le monde aura un tout autre visage. Oui. Enfin bref, vous avez une journée bien chargée devant vous à Moscou, donc je ne vais pas vous retenir plus longtemps. Merci, comme toujours, d'avoir participé à l'émission.

#Larry Johnson

Eh bien, je suis ravi qu'on ait pu se joindre, et que je ne vous aie pas fait veiller jusqu'à une heure indue cette fois-ci, comme c'est généralement le cas quand on fait ça depuis la Floride.

#Glenn

C'est bien d'être dans le même fuseau horaire, oui.

#Larry Johnson

Très bien, Glenn. Merci beaucoup.